



Caisse d'Allocations Familiales  
des Pyrénées-Orientales  
112, rue Docteur Henri Ey  
66019 PERPIGNAN CEDEX

**ACCORD CADRE  
DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-ORIENTALES**

**Accord Cadre de Travaux n°2025-03**

**Travaux d'Aménagements AGILE au siège  
de la Caisse d'Allocations Familiales des  
Pyrénées-Orientales**

**MAITRE DE L'OUVRAGE :** Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales  
112 Rue du Docteur Henri Ey  
66 019 PERPIGNAN CEDEX 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

Famille : 99.10

Etabli en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

## Article Préliminaire

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est commun à tous les lots.  
Les candidats sont invités à lire attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser. Le fait de formuler une offre implique l'acceptation sans réserve, des conditions d'exécution du marché.

## Article 1 – Parties contractantes

Le présent accord cadre est conclu entre :

### 1. La Caisse d'Allocations Familiales des PO

112 rue Henri Ey  
66000 PERPIGNAN CEDEX 9

Représentée par **Monsieur Pierre-Marc BOISTARD Directeur**, représentant le pouvoir adjudicateur.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales des PO.

### 2. La Société désignée dans le présent CCAP par l'expression « titulaire ».

## Article 2 – Objet de l'accord cadre

### 2.1 Objet et lieux d'exécution de l'accord cadre

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) fixe les conditions selon lesquelles l'Organisme contractant entend passer un accord cadre à bons de commande pour la réalisation de travaux d'Aménagements AGILE au siège de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées orientales situé :

#### **Caisse d'Allocations Familiales des PO**

112 rue Henri Ey  
66000 PERPIGNAN CEDEX 9

Le cahier des clauses administratives particulières a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution de l'accord cadre.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (référéncé CCTP 2025-03) de l'accord cadre.

L'accord cadre implique une obligation de résultat pour les travaux qui seront demandés.

## Article 3 – Règlementation – Conditions de l'accord cadre

### 3.1 - Règlementation de l'accord cadre

L'accord-cadre est passé par l'Organisme contractant dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du

Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics passés par les organismes de sécurité sociale, pris pour son application, ainsi que des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du Code de la commande publique, du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 (JO 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du Code de la commande publique, et par référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés Publics de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (C.C.A.G. « travaux » issu de l'Arrêté du 8 septembre 2009, paru au Journal Officiel n°227 le 1er octobre 2009, modifié).

La consultation a fait l'objet d'une procédure adaptée en application du 1° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

### **3.2 - Conditions juridiques de l'accord cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre passé conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique, et il est exécuté, conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du même Code, au moyen de bons de commandes, avec un maximum de **50 000 euros HT** sur la durée globale de l'accord-cadre dans les conditions fixées par l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 7 du CCAP.

Après la notification de l'accord-cadre au Titulaire, les bons de commandes seront émis dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'importance des prestations à fournir sera précisée par l'Organisme contractant dans chaque bon de commande émis au fur et à mesure et en fonction des besoins à satisfaire.

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis après l'échéance de l'accord-cadre, mais l'exécution de ceux émis préalablement à cette échéance sera poursuivie jusqu'à leur terme.

Le Titulaire prend note que la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales se réserve le droit de faire appel à la concurrence pour des prestations de nature spécifique, par voie de procédure adaptée ou d'appel d'offres.

## **Article 4 – Pièces constitutives de l'accord cadre**

### **4.1 – Pièces particulières**

Les pièces particulières comprennent par ordre de priorité décroissante :

1 - L'acte d'engagement et ses annexes (référéncé AE 2025-03) :

- Les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF 2025-03),
- Annexe inhérente au sous-traitant proposé et ayant été accepté par le pouvoir adjudicateur ;
- Annexe inhérente au calendrier prévisionnel de réalisation des travaux (calendrier général).

2 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), référencé CCAP 2025-03, dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;

- 3 - Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), référencé CCTP 2025-03, dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;
- 4 - Le(s) bon(s) de commandes émis dans le cadre de l'accord-cadre ;
- 5 - Le CCAG Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP,
- 6 - Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (C.C.A.G. « travaux » issu de l'Arrêté du 8 septembre 2009, paru au Journal Officiel le 1er octobre 2009, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus,
- 7 - Le mémoire technique du titulaire,
- 8 - Le mémoire méthodologique du titulaire
- 9- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord cadre.

Les documents suivants seront, en outre, rendus contractuels :

.....

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents particuliers de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

#### **4.2 – Pièces Générales**

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- L'Arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale ;
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Les normes, documents techniques unifiés et règlements en vigueur ;
- Les normes homologuées et les règlements français ou équivalents UE reconnus, applicables aux travaux et fournitures, et en vigueur au moment de leur exécution. Dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre, le Titulaire s'engage à respecter les normes homologuées et les règlements français ou équivalents U.E. reconnus applicables aux travaux et matériaux, objets de l'accord cadre et en vigueur au moment de leur exécution, en particulier les normes AFNOR ou équivalents, tels que les Ecolabels.

## Article 5 – Dévolution

### 5.1 Dévolution

La présente opération de travaux est allotie en lots séparés dans les conditions suivantes

Lot n°	Intitulé du lot	Code CPV
01	Déménagement	98392000
02	Sols/Peinture	45432100

Chaque lot séparé constitue un accord-cadre à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct engageant respectivement chacun des co-contractants envers le pouvoir adjudicateur.

### 5.2 Tranches

Sans objet

## Article 6 – Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre prend effet à compter de la date de sa notification, pour une durée de huit (8) mois. Durant cette période de huit (8) mois, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer l'accord cadre à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas ses obligations, l'accord cadre pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 19 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

## Article 7 – Délais d'exécution

### 7.1 Délais d'exécution

D'une façon générale, le délai d'intervention n'excédera pas dix (10) jours ouvrés après commande de l'Organisme contractant.

Le délai d'exécution devra impérativement tenir compte de celui imposé dans le bon de commande ou ordre de service, le planning ou le calendrier de réalisation (coordination étroite de tous les corps d'états ou déménagements).

### 7.2 - Prolongation du délai de déroulement du chantier

Conformément à l'article 18.2.2 du CCAG travaux, le délai de réalisation des travaux ou le report de début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou ne modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages. ;
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- Une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalable qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur après avis au titulaire et lui notifie ce dernier.

En dehors des cas précités, la prolongation des travaux ne peut être prononcée que par voie d'avenant au présent contrat.

## **Article 8 – Intervenants à l'acte de construire**

Les intervenants à l'acte de construire sont :

- L'acheteur au sens de l'article L2113-6 du code de la commande publique, agissant en qualité de Maître de l'Ouvrage ou son mandataire au sens de l'article L2422-6 du même code dont les coordonnées suivent :

**Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Orientales,**

**112 rue du Docteur Henri EY,**

**66019 PERPIGNAN**

**Représentée par Monsieur Pierre-Marc BOISTARD, en qualité de Directeur**

- Le(s) entrepreneur(s), qui seront désignés à l'issue de la procédure de passation, comme attributaire(s) dans le cadre du présent marché.

## **Article 9 – Conditions de réalisation des travaux**

### **9.1 - Forme des commandes**

Les commandes seront émises par l'Organisme contractant, au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande, communiqué au Titulaire avant le début d'exécution des travaux, portera la signature du Directeur de l'Organisme contractant, ou de son représentant dûment mandaté.

Il sera envoyé au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la commande. La date de réception du bon de commande par le Titulaire est la date de notification de la commande.

En cas de nécessité et/ou d'urgence, des travaux de « dépannage » pourront être commandés par téléphone ou par Internet exclusivement par le Service Gestion des Moyens de l'Organisme contractant, sachant que ces commandes seront ensuite confirmées par bon de commande.

Chaque bon de commande indiquera notamment les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence du bon de commande ;
- la désignation des travaux et/ou des fournitures ou matériaux commandés ;
- la quantité des travaux et/ou fournitures ou matériaux commandés ;
- le lieu et le délai de réalisation (ou la date d'exécution à ne pas dépasser) ;
- le prix en vigueur au jour de la commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le lieu d'envoi des factures.

Les travaux modificatifs, en plus ou en moins, ne devront être réalisés qu'après réception par le Titulaire de bons de commande modificatifs signés par la Personne Responsable du marché ou son délégué.

## **9.2 – Variété des travaux**

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, pour éluder ses obligations ou majorer sa rémunération, de la variété des travaux qui feront l'objet de bons de commande.

Aucun travail, ni aucune fourniture ne sera rémunérée :

- s'ils n'ont pas fait l'objet d'une commande ;
- si cette commande n'émane pas directement de la personne représentant le Pouvoir adjudicateur ou son délégué ;
- s'il résulte, sans contestation possible, que les règles techniques ou de l'art n'ont pas été respectées par le Titulaire.

## **Article 10 – Conditions d'exécution des travaux**

### **10.1 – Conduite des travaux**

La conduite des travaux est assurée par l'organisme contractant représenté par le Responsable du pôle Gestion des Moyens ou son délégué. Ce responsable sera chargé de diriger l'exécution des travaux, d'en proposer la réception et le règlement, ainsi que d'assurer par ses directives le suivi technique des travaux et prestations commandés.

### **10.2 - Choix des produits**

Le Titulaire devra choisir les produits qu'il proposera dans ses devis en fonction des critères suivants :

- durée de vie, pérennité ;
- absence de dégagement de produits toxiques ou nocifs, résultant du produit lui-même ou de son mode de pose ;
- absence de produits de combustion toxiques ou nocifs ;
- facilité de nettoyage des sols ;
- Les produits nécessaires et adéquats au nettoyage des sols réalisés doivent eux aussi être respectueux de l'environnement et de la santé humaine, et doivent de plus respecter les normes environnementales en vigueur durant l'exécution de l'accord-cadre ;
- possibilité de recyclage.

### **10.3 - Accès dans les locaux, gardiennage**

L'entrepreneur et ses préposés auront accès aux locaux de l'organisme contractant suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales (port de badges, etc.), et ce au regard des mesures de sécurité fixées ci-après.

Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées.

L'entrepreneur devra assurer le gardiennage de son ou ses chantiers pendant son intervention. Il sera seul responsable des accidents ou dommages, de toute nature qu'ils soient, qui surviendraient à son personnel, à son matériel, et à des tiers ou à leur matériel, ainsi qu'aux équipements de l'Organisme, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux.

Le titulaire devra noter que les locaux, objets des travaux, pourront être occupés par du personnel et du Public.

#### **10.4 - Établissement d'états des lieux**

Un état des lieux sera établi contradictoirement avant le commencement des travaux ainsi qu'à la fin de l'ouvrage.

Ces deux états seront formalisés chacun par un procès-verbal qui sera opposable à l'entreprise retenue. Partant, cette dernière est responsable des éventuelles détériorations qui lui seraient imputables durant l'exécution de ses obligations.

C'est ainsi que tout dommage, causé aux installations, équipements, plafonds, revêtements muraux et sols, qui serait constaté au cours ou en fin de chantier, sera mis à la charge du titulaire. Ce dernier devra aussitôt effectuer les réparations ou faire réparer les dommages.

A défaut, les réparations seront faites aux frais du Titulaire, avec compensation sur les sommes à devoir, et ce sans préjudice d'application des pénalités prévues à l'article 17 ci-après.

#### **10.5 - Nettoyage du chantier – gravois**

Le titulaire devra procéder obligatoirement au dégagement et au nettoyage ainsi qu'à la remise en état des locaux qui auront été occupés par le chantier.

Le nettoyage et l'enlèvement des matériaux non réutilisés seront effectués au fur et à mesure de l'avancement du chantier par le titulaire de l'accord cadre.

A l'issue de chaque journée de travail le « chantier » devra être nettoyé et les gravois évacués. Les gravois devront être conditionnés sur le chantier de façon à n'occasionner aucune gêne aux occupants et évacué aux décharges publiques, dans le respect des normes environnementales.

Le titulaire devra procéder obligatoirement au dégagement et au nettoyage ainsi qu'à la remise en état des locaux qui auront été occupés par le chantier à l'issue de chaque journée de travail.

En cas de déménagement de mobilier, celui-ci sera assuré par l'organisme contractant. Les meubles déplacés doivent être remis à leur place dès la remise en l'état de l'endroit où il se trouvait.

À défaut ou en cas de retard, les pénalités prévues à l'article 16 ci-après seront applicables.

#### **10.6 - Horaires de travail pendant et en dehors des heures ouvrables**

Compte tenu de la densité d'occupation des bureaux, selon un planning prédéterminé, les agents des zones de travaux seront déplacés ou positionnés en télétravail. Les travaux seront donc réalisés dans des locaux vides.

Le Titulaire devra cependant prendre toutes les dispositions pour ne perturber qu'au strict minimum l'activité de l'Organisme contractant.

De manière générale, les travaux auront lieu pendant les heures ouvrables de l'Organisme contractant, la plage horaire fixée étant de 8 heures 00 à 16 heures 00, du lundi au vendredi.

De façon ponctuelle ou en cas d'urgence, certains travaux pourront être demandés et exécutés en dehors de ces horaires par exemple, en dehors des plages horaires précitées ou bien le samedi, dimanche et jours fériés.



Les interventions ne pourront avoir lieu, exclusivement, sauf cas d'urgence, qu'après émission d'un bon de commande signé par l'Organisme contractant, précisant les horaires prévus pour l'intervention.

### **10.7 - Liaisons avec le Titulaire**

Toutes les conditions d'exécution impliqueront donc en permanence :

- la possibilité de joindre l'entrepreneur facilement, personnellement ou son chargé d'affaires dûment mandaté ;
- que le chef d'équipe présent sur le chantier, en l'absence de l'entrepreneur ou de son représentant habituel, soit un interlocuteur dûment qualifié et responsable pour prendre toute décision aussi rapidement que possible ;
- compte tenu de la nature des travaux, qu'au moins un membre de l'équipe présente sur le chantier s'exprime, lise et écrive correctement en langue française ;
- qu'une flexibilité qualitative et quantitative en main d'oeuvre reste disponible en vue de faire face à plusieurs zones de chantiers simultanément ou de natures diverses, dans les délais impartis et convenus.

## **Article 11 – Mesures d'hygiène et de sécurité**

### **11.1 – Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social relatives à la protection de la main d'œuvre, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L5212-1 du Code du travail.

### **11.2 - Mesures particulières d'hygiène et de sécurité**

Le Titulaire et son personnel devront respecter strictement les diverses consignes générales et particulières de sécurité propres à la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales qui lui seront communiquées.

Le Titulaire assurera l'exécution des travaux avec les équipements, les matériels et les produits nécessaires selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de tenue de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation en vigueur.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence et de façon visible un badge spécifique de leur fonction.

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra faire connaître au représentant de l'Organisme contractant, les renseignements suivants :

- le nombre de salariés affectés pour la durée de l'opération, ainsi que les noms des personnels intervenants et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel ;
- le nombre d'heures total prévu pour l'exécution des travaux ;

Il devra, par ailleurs, faire connaître à l'Organisme contractant tous les changements de salariés affectés aux opérations intervenant en cours d'exécution.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur le fait que les tenues vestimentaires et accessoires portés par son personnel doivent être compatibles avec la nature des fonctions exercées et avec le principe de neutralité et laïcité qui prévaut dans un service public. Ils ne doivent pas être représentatifs de façon ostentatoire d'appartenances politiques, philosophiques ou religieuses. Le prosélytisme religieux ou autre est interdit dans les locaux de l'organisme. En outre, le prestataire devra se conformer au règlement intérieur de la Caf des PO (consultable à la demande).

## **Article 12 – Clauses environnementales et sociales**

### **12.1 – Prescriptions relatives à l'aspect environnemental**

Le Titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants, s'attachera à minimiser l'impact de son chantier sur l'environnement, et particulièrement dans les domaines suivants :

- la gestion des déchets de chantier ;
- la réduction des nuisances environnementales générées par le chantier.

C'est ainsi que par des méthodes de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets adaptées, le titulaire devra s'attacher à réduire la nocivité de ses déchets, et ceci en vue de préserver non seulement la santé des personnes, mais aussi l'environnement. Il portera son attention sur les modalités de tri des déchets, leur recyclage, leur valorisation et leur traitement en filière locale. Il s'assurera, conformément aux règles en vigueur, la traçabilité de ses déchets jusqu'à leur élimination finale.

Le Titulaire devra s'attacher, autant que possible à :

- utiliser des produits et matières éco labellisés ;
- sensibiliser et informer son personnel aux bonnes pratiques environnementales et la réduction des bruits de chantier.

Le titulaire met en oeuvre les moyens nécessaires permettant de limiter les impacts sur l'eau, le sol et l'air, notamment :

- de retenir les produits susceptibles de souiller ou de polluer le sol et l'eau ;
- de maîtriser ses consommations d'eau ;
- de limiter les émissions de poussières et d'odeurs pendant le déroulement du chantier (équiper les outils de travail de filtres à poussière par exemple).

### **12.2 - Prescriptions relatives à l'aspect social**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, la Caisse d'Allocations Familiales des PO, souscrivant à une action d'insertion de personnes éloignées de l'emploi, a décidé de faire application des dispositions des articles 2112-2 à 4 du code de la commande publique pour l'inclusion dans le cahier des charges, au titre d'une condition d'exécution du marché, d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité des lots sous réserve d'un seuil de 15 000 € HT de travaux.

A cet effet, l'entreprise attributaire est tenue de réserver une partie des heures de travail générées par le marché public à une action d'insertion, correspondant à un volume déterminé d'heures de travail, pour permettre l'accès et le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **12.2.1 Publics éligibles**

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayant droits,
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation Solidarité Spécifique), de l'ATA (Allocation Temporaire d'Attente), de l'ASI (Allocation Supplémentaire d'Invalidité), de l'AV (Allocation Veuvage), de l'ATS (Allocation Transitoire de Solidarité),
- Les personnes percevant une pension d'invalidité,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, en suivi renforcé de type PACEA, ANI Jeunes, SMA, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Economique), c'est-à-dire les personnes mises à dispositions par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2<sup>ème</sup> chance ; CIVIS »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet,
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

### **12.2.2 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés, selon au moins une des modalités définies ci-après :

#### 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée

restante de marché, pour une période maximale de 2 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

#### 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une Association intermédiaire (AI).

#### 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée.

### **12.2.3 Modalités de contrôle**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à la CAF des PO de pièces justificatives.

Une liste sera transmise au titulaire.

A la demande du Maître de l'Ouvrage, le titulaire fournit trimestriellement à celui-ci, à date fixe et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion, justificatifs de l'éligibilité des personnes recrutées, dates d'embauches, types de contrats, postes occupés, factures d'achat d'heures et/ou de sous-traitance contractées auprès des SIAE, etc.) qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées lors du trimestre précédent.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 12.2.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le Maître de l'Ouvrage, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, la CAF des PO étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

Dans l'hypothèse où le titulaire a recours à des sous-traitants déclarés auprès de la Caisse d'Allocations Familiales des PO, le titulaire reste l'interlocuteur unique.

Il coordonne, le cas échéant, la mise en œuvre des clauses sociales par les sous-traitants et rend compte de la réalisation des heures d'insertion auprès de la CAF des PO selon les modalités énoncées ci-dessus.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente à la Caisse d'Allocations Familiales des PO, l'attestation, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personne(s) recrutée(s).

Le volume horaire de travail minimum obligatoirement réservé dans le cadre du marché aux publics susvisés est le suivant :

**L'objectif d'insertion est au minimum égal à 7 % du nombre d'heures travaillées, calculé selon la formule ci-dessous.**

**Nombre d'heures d'insertion = (PO x 35% x 7%) / 30 euros**

**PO est le prix d'origine mentionné à l'acte d'engagement en € HT pour les lots représentant un montant supérieur à 15 000 € HT.**

<b>NOMBRE D'HEURES D'INSERTION MINIMUM A REALISER POUR LA DUREE TOTALE D'EXECUTION DU MARCHE</b>	
Lot 01 : Déménagement	25 Heures
Lot 02 : Sols/Peinture	Non concerné

#### **12.2.4 Missions du Maître de l'Ouvrage**

A l'initiative du Maître de l'Ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les 15 jours suivant la notification du marché.

Elle est organisée entre le titulaire et le Maître de l'Ouvrage.

Durant toute la période d'exécution du marché, le Maître de l'Ouvrage peut organiser avec le titulaire, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

#### **12.2.5 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale**

Conformément à l'article 20.1.5 du CCAG travaux, en cas de non-respect de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros TTC par heure non réalisée après simple mise en demeure restée infructueuse.

#### **12.2.6 Facilitateur**

La Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales invite les entreprises à se rapprocher de son partenaire GE-RSE pour tout renseignement ou aide à la mise en application de la Clause Sociale.

**GE-RSE**  
**M. MANEGLIA Benjamin**  
**552 rue Félix TROMBE**  
**66100 PERPIGNAN**  
**Tél : 04 30 82 19 44**  
**Mail : [clauseinsertion@ge-rse.fr](mailto:clauseinsertion@ge-rse.fr)**

## **Article 13 – Sous-traitance**

### **13.1 - Dispositions applicables au titulaire**

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certains travaux doit, préalablement, en faire la demande auprès de l'Organisme contractant. À cet effet, l'ensemble des dispositions des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique s'applique.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- ✓ La nature des prestations sous-traitées ;
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- ✓ Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- ✓ Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- ✓ Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet, contre récépissé, au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

### **13.2 - Dispositions applicables aux sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement (document en format PDF recommandé, ou équivalent), par voie dématérialisée (courriel), permettant d'identifier l'expéditeur et de relever la date et l'heure d'envoi à l'Organisme contractant.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **Article 14 – VERIFICATIONS des travaux**

Les opérations de vérifications préalables à la réception des travaux prescrits par bon de commande seront effectuées conformément aux dispositions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.P. et C.C.T.P.) et aux articles 24 et 25 du C.C.A.G. « travaux », visé à l'article 3.1 ci-avant.

Il sera aussi opéré régulièrement, en cours d'exécution des travaux, à leur vérification, en vue de contrôler leur conformité aux prescriptions contractuelles, et ce afin de garantir la qualité technique demandée aux matériaux et aux prestations dans le strict respect des conditions de coûts et délais contractuels.

A défaut, ou en cas de réserves, les pénalités prévues ci-après prendront effet à compter de cette date pour défaut de conformité intégral au Cahier des Charges.

## **Article 15 – RECEPTION des ouvrages**

La réception des ouvrages se fera à l'achèvement de l'ensemble des travaux afférents à l'exécution de l'opération commandée. La réception des travaux est effectuée, entre autres, conformément à l'article 41 du CCAG de travaux (visé à l'article 3 ci-dessus).

La réception ne pourra intervenir qu'après l'exécution conforme des travaux de reprises. Les travaux de reprises dus aux prestations non conformes n'ouvriront droit à aucune indemnité ou plus-value.

Pour les opérations revêtant une certaine importance du fait de leur montant ou de leurs complications techniques, la réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal notifiant au Titulaire la réception des ouvrages.

Pour les travaux de moindre importance, la mise en règlement de la facture correspondante vaudra notification sans réserve de la réception des ouvrages.

La signature du procès-verbal sans réserve ou la levée de réserves fait partir le délai de garantie.

## **Article 16 – Délais de garantie**

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date de réception des travaux sans réserve. Durant ce délai, le titulaire est tenu à l'obligation « de parfait achèvement » des travaux exécutés.

A ce titre, il doit en particulier :

- exécuter les travaux de finition ou de reprise demandés, lors de la réception des travaux.
- remédier, à ses frais, à tous les désordres, dont les causes lui sont imputables et qui se produiraient pendant le délai de garantie.

Les autres éléments d'équipements et la qualité des matériaux devront être garantis 2 ans.

De même, les travaux à exécuter pour les gros ouvrages et les éléments d'équipement faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert demeurent soumis à la garantie décennale.

## **Article 17 – Pénalités de l'accord-Cadre**

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 19 du C.C.A.G « travaux » visé à l'article 3 ci-dessus.

Des pénalités pourront être appliquées à hauteur de 1/10 du montant total hors taxe de la commande, avec un minimum acquis de 150 euros par commande, par jour de retard, sans limitation de temps sauf résiliation, au Titulaire qui ne respectera pas les délais d'exécution contractuels ou ceux fixés par l'Organisme contractant pour les reprises des ouvrages et les éventuelles réparations des dommages imputables au Titulaire.



De même, et sauf cas force majeure, en cas de non-intervention du Titulaire dans les délais fixés pour les interventions d'urgences, une pénalité de 1/30 du montant hors taxe de la commande pourra lui être appliquée par heure de retard. Toute heure de retard entamée peut être pénalisée.

L'absence au rendez-vous de chantier ou/et les retards dans les transmissions des pièces pourront faire l'objet de pénalités d'un montant de 75 euros par jour de retard ou de carence.

Les pénalités susvisées sont susceptibles d'être cumulables si les conditions de leur naissance se trouvent simultanément réunies. Elles sont recouvrables par compensation au moyen de retenues sur le paiement des travaux et prestations à faire.

## **Article 18 – Obligations du titulaire**

### **18.1 - Obligations particulières**

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Dans le respect des normes en vigueur et dans le but d'assurer dans le temps une fiabilité constante des équipements confiés, il s'engage donc à mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des travaux et prestations qui lui sont demandés dans les règles de l'art, notamment :

- ✓ Affecter un personnel de haute technicité ;
- ✓ Garantir une rapidité dans l'intervention et une efficacité dans l'exécution ;
- ✓ Prendre contact avec le responsable du service technique de l'Organisme contractant sur le site, avant chaque intervention.

### **18.2 - Obligations de conseil**

Le Titulaire du marché est tenu à son obligation de conseil envers l'Organisme contractant pour toutes les questions portant sur les prestations, dans le cadre de l'exécution du marché.

## **Modification de l'accord-cadre**

L'Organisme se réserve le droit de modifier le présent accord cadre conformément aux dispositions des articles R2194 et suivants du Code de la commande publique.

Si durant l'exécution du présent accord cadre ou d'un bon de commande relatif à celui-ci, des travaux ou des fournitures ou services complémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, et sous condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial, l'Organisme peut modifier l'accord cadre.

## **Article 19 – Résiliation**

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 50.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

### **19.1 - Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre ou tout bon de commande y afférent, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors

des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

### **19.2 - Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité**

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article 50.1.2 du CCAG « Travaux »,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution de l'accord-cadre.

### **19.3 - Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure**

La personne signataire de l'accord cadre peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ;
- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement ;
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit transféré par courrier envoyé par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR). Elle peut en outre être envoyée à l'adresse courriel du Titulaire, qu'il a communiqué préalablement. Dans tous les cas, le moyen d'envoi choisi doit permettre de relever, au moins, la date de la réception du courrier par le destinataire.

Elle est assortie d'un délai de quinze (15) jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

### **19.4 - Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord cadre aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 17-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'URSSAF ;

- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;

- la déclaration produite, en application des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique, a été reconnue inexacte.

Par ailleurs, conformément à l'article 25 ci-après, si après notification restée infructueuse, le Titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De même, le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord cadre, sans indemnité.

## **Article 20 – Responsabilité en cas de dommages**

### **20.1 - Responsabilité en cas de dommages**

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité des travaux. Il est soumis à une obligation de résultat. Pendant toute la durée des opérations, le Titulaire sera tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés aux ouvrages et aux matériaux approvisionnés ou repris et ce, même durant le transport de ces derniers. Il est tenu à cet égard des responsabilités extracontractuelles conformément aux dispositions des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Le Titulaire doit garantir aussi l'Organisme contractant contre les dysfonctionnements de l'installation qu'il fournit.

La responsabilité du Titulaire demeure engagée jusqu'à la réception de ses travaux.

### **20.2 - Assurances**

Le Titulaire de l'accord cadre doit être couvert auprès de compagnies d'assurances par un ou plusieurs contrats d'assurances en cours de validité le garantissant lui et ses préposés, pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités en cas d'accidents, de dommages et pertes d'exploitation causés par la conduite des travaux et prestations ou par les modalités de leur exécution.

Une attestation d'assurance indiquant la nature, le montant et la durée des garanties sera jointe à l'offre. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

## **Article 21 – Prix et révisions**

### **21.1 Forme du Prix**

Conformément à l'article 4 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu à prix forfaitaires, définitifs et :

- ☒ fermes actualisables.
- ☐ révisibles

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Il en est ainsi tant pour le prix en solution de base, que pour les prix des prestations supplémentaires éventuelles que pour les prix des variantes proposées.

## **21.2 Contenu du Prix**

De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- Les éclairages de chantiers ;
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, ...) ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais ;
- Les droits de brevet éventuels ;
- Le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum), ainsi que la prise en charge des déchets de chantier ;
- La participation aux dépenses communes
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;

Et d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment frais généraux, impôts et taxes, les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au Maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

La décomposition du prix forfaitaire a **valeur contractuelle**. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

### **21.3 Modification des prix**

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changements réalisés à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations.

De même, ne sont pas compris dans le prix forfaitaire initial, les prestations supplémentaires qui résulteraient de sujétions techniques imprévisibles ou les conséquences financières d'aléas d'ordre économique ouvrant droit soit au paiement des prestations supplémentaires rendues nécessaires à la poursuite de l'exécution des travaux et à l'achèvement de l'ouvrage, soit au versement d'une indemnité visant à garantir le droit de l'entrepreneur à l'équilibre du contrat.

### **21.4 Prix nouveaux**

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le Maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 14.3 ou de l'article 15.1 du CCAG Travaux.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

L'ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG Travaux fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le Maître d'Ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour

lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrages ou d'éléments d'ouvrages.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service prévu à l'article 13.1, si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le Maître d'Ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le Maître d'Ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13.1 lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au Maître d'Ouvrage, dans le délai de 15 jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

### **21.5 Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

En application de l'article 9.4 du CCAG Travaux, pour le présent marché, **le mois M0 est le mois précédent la date limite de remise des offres** tel qu'indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence.

### **21.6 Actualisation des prix**

L'actualisation devient effective si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. La date de début d'exécution des prestations correspond à la date de notification de l'ordre de service de démarrage du lot.

Dans ce cas, les prix des marchés de chacun des lots concernés seront actualisés au moyen des index ou indices prévus ci-après.

Pour le présent marché, il sera fait application de la formule d'actualisation suivante :

**Prix actualisé = Prix initial x (I (m-3) / Im0)**

Où :

I = valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux

I (m-3) = valeur de l'index du mois antérieur de 3 mois au mois m du début d'exécution des travaux

Im0 = valeur de l'index du mois m0 (mois précédant la remise des offres).

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index.

Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou INSEE.

- L'index de référence sera : BT 01

### **21.7 Révision des prix**

Sans objet

### **21.8 Clauses d'ajustement**

Sans objet

### **21.9 Révisions provisoires**

Sans objet

## **Article 22 – Paiements et Délais**

### **22.1 La retenue de garantie**

#### **22.1.1 Conditions générales**

Conformément aux articles L 2197-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13) sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte,

la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

### **22.1.2 Substitution de garantie**

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le maître d'ouvrage ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

### **22.1.3 Remboursement de la retenue de garantie**

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

## **22.2 Avance**

### **22.2.1 Conditions de l'avance**

Conformément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique, et en vertu du décret du 28 décembre 2022 en matière de dispositions relatives aux avances dans les marchés publics, le cocontractant aura droit à une avance égale à 5% (30% lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique – article A 10.1 du CCAG Travaux) si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Si la durée du marché ou de la tranche affermie est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% (30% lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique) d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

### **22.2.2 En cas de sous-traitance**



Une avance de 5% est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions des articles R-2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du moment des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

### **22.2.3 Conditions de remboursement**

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

### **22.2.4 Garanties**

Toute demande d'avance devra faire l'objet de la fourniture d'une garantie à première demande qui sera restituée au remboursement complet de l'avance versée.

### **22.3 - Acompte**

Des acomptes pourraient être accordés au Titulaire dans les conditions fixées à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté par le Maître d'Ouvrage.

### **22.4 - Facturation**

En application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître d'ouvrage.**

Conformément aux obligations réglementaires et afin de garantir la bonne réception des factures et un paiement de ses fournisseurs plus rapide, la Caf des PO adhère au portail de facturation « **CHORUS PRO** ». Le titulaire du présent marché dépose et transmet les factures électroniques via ce portail.

**CHORUS PRO** est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Le numéro Siret pour identifier la CAF des Pyrénées-Orientales est le suivant : **775 640 238 001 08**

En cas de difficultés d'accès à ce portail, vous trouverez un tutoriel sur le site : Fiches pratiques – Communauté Chorus Pro ([chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)). Les demandes de paiement envoyées par courrier ou par mail ne sont plus acceptées.

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points de pourcentage.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Orientales, signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

Les situations de travaux porteront en outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation de l'organisme contractant,
- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- la référence de l'accord cadre,
- les références du service concerné par la facture,
- les quantités,
- le prix unitaire HT (cf – acte d'engagement),
- le montant HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date de la situation.

A l'adresse suivante :

**Caisse d'Allocations Familiales des PO**  
**Service Gestion des Moyens**  
**112 rue Henri Ey**  
**66019 PERPIGNAN CEDEX 9**

Le mode de règlement est le virement.

### **22.5 - Délai global de paiement**

À réception de la facture du Titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **22.6 - Modalités de paiement**

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent accord cadre, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

## **Article 23 – Taxes**

A la signature de l'accord cadre, la T.V.A. est applicable au taux de 20 %.

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du Titulaire.

## **Article 24 – Cession ou nantissement de créances**

Les créances, nées de l'exécution de l'accord cadre, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 et suivants du Code de la commande publique. En outre, la forme du certificat de cessibilité doit répondre aux exigences de la réglementation en vigueur le jour de son établissement.

La notification du certificat de cession ou de nantissement doit être adressée à l'Agent Comptable de l'Organisme Contractant, selon les modalités et formes fixées aux articles R2191-54 et suivants du Code de la commande publique.

La délivrance de l'état sommaire des prestations effectuées, des décomptes des droits constatés ou des états d'avances ainsi que des acomptes mis en paiement, incombe à la Personne Responsable de l'accord cadre.

## **Article 25 – Changement de situation du titulaire**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement et sans délais à l'Organisme contractant par le Titulaire de l'accord cadre.

De même, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à la Personne Responsable de l'accord cadre les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord cadre, qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise. Cette notification devra être appuyée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait Kbis ou du répertoire des métiers.

## **Article 26 – Obligations Fiscales et Sociales : Lutte contre le travail illégal**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la Caf, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://app.provigis.com>

Faute de produire les documents précités, l'accord cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **Article 27 – Déclarations Règlementaires**

Le titulaire déclare sur l'honneur s'engager à assurer le respect des dispositions prévues à l'article L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises audit Code, et ce tout au long de la période d'exécution de l'accord cadre.

## **Article 28 – Litiges**

Le droit français est seul applicable.

Les personnes ayant intérêt à agir peuvent intenter un référé précontractuel si un manquement des procédures de publicité ou de mise en concurrence est constaté.

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'Organisme :

Greffes du Tribunal de Grande Instance  
6 Place ARAGO – 66000 PERPIGNAN  
Tél : 04 30 19 61 00

## **Article 29 – Langues**

Les correspondances et tous documents relatifs à l'accord cadre sont émis en langue Française.

## **Article 30 – Dérogations**

Il est fait dérogation à l'article 16 du CCAP, à l'article 19 du CCAG - Travaux concernant les pénalités pour retard.